

<http://ujfp.org/spip.php?article7183>



L'« accord du siècle » ? La bénédiction américaine au vol de terres et à la ghettoïsation des Palestiniens par Israël



MIDDLE EAST EYE

édition française

- Pour comprendre - En Israël-Palestine -

Date de mise en ligne : lundi 13 mai 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Jonathan Cook. Publié sur le site de Middle East Eye (MEE), le 10 mai 2019.

L'équipe de Trump pour le Moyen-Orient semble avoir commencé, au cours des dix-huit derniers mois, à appliquer le plan même s'il n'a pas encore été publié.

Un rapport publié cette semaine par le journal Israel Hayom dévoilant apparemment « l'accord du siècle » de Donald Trump donne l'impression d'un plan de paix qui aurait pu être élaboré par un agent immobilier ou un vendeur de voitures.



Mais si l'authenticité du document n'est pas prouvée et au contraire même contestée, il existe de sérieuses raisons de croire qu'il ouvre la voie à toute déclaration future de l'administration Trump.

Grand Israël

Il s'agit notamment d'une synthèse de la plupart des ambitions de la droite israélienne pour la création d'un Grand Israël, avec quelques concessions destinées à amadouer les Palestiniens - la plupart d'entre elles ayant pour objectif de soulager partiellement l'étranglement de l'économie palestinienne par Israël.

C'est exactement ce à quoi ressemblerait l'« accord du siècle », [selon les déclarations de Jared Kushner](#) donnant un aperçu de ce plan le mois dernier.

L'organe de presse ayant publié la fuite est également significatif : Israel Hayom. Ce journal israélien [appartient à Sheldon Adelson](#), un milliardaire américain des casinos, l'un des principaux donateurs du parti républicain et un contributeur majeur aux fonds de la campagne électorale de Trump pour la campagne présidentielle.

Adelson est également un allié fidèle du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Son journal n'a fait que servir de porte-parole aux gouvernements ultra-nationalistes de Netanyahu au cours de la dernière décennie.

Netanyahou responsable de la fuite ?

Adelson et Israel Hayom ont facilement accès aux figures emblématiques des administrations américaine et israélienne. Et [il a été largement rapporté](#) que peu de choses d'importance sont écrites dans le journal, à moins que cela ait été approuvé au préalable par Netanyahou ou son propriétaire à l'étranger.

[Le journal](#) a remis en cause l'authenticité et la crédibilité du document, qui s'est répandu sur les plateformes de réseaux sociaux, suggérant même qu'« il est tout à fait possible que le document soit un faux » et que le ministère israélien des Affaires étrangères se penchait sur la question.

La Maison-Blanche avait déjà indiqué qu'après de longs reports, elle avait l'intention de dévoiler enfin « l'accord du siècle » le mois prochain, après la fin du mois sacré musulman du Ramadan.

Un responsable de la Maison-Blanche, anonyme, a déclaré au journal que le document divulgué était « spéculatif » et « inexact » - le genre de dénégation mollassonne qui pourrait tout autant signifier que le rapport est, en fait, en grande partie exact.

Si le document s'avère authentique, Netanyahou semble être le coupable le plus probable de la divulgation. Il a supervisé le ministère des Affaires étrangères pendant des années et Israel Hayom est souvent désigné comme le « Bibiton », ou le journal de Bibi, d'après le surnom du Premier ministre.

Tâter le terrain

Le supposé document, tel que publié dans Israel Hayom, serait désastreux pour les Palestiniens. En supposant que Netanyahou approuve la divulgation du document, ses motivations ne seront peut-être pas trop difficiles à déceler.

D'un certain point de vue, le divulguer pourrait constituer un moyen efficace pour Netanyahou et l'administration Trump de tâter le terrain, de lancer un ballon d'essai pour déterminer s'ils osent publier le document en l'état ou s'ils doivent y apporter des modifications.

Mais une autre possibilité est que Netanyahou en est peut-être venu à la conclusion que réaliser publiquement l'essentiel de ce qu'il parvient déjà à faire en cachette pourrait avoir un prix importun - un prix qu'il pourrait préférer éviter pour le moment.

La fuite vise-t-elle à susciter une opposition anticipée au plan, venant à la fois d'Israël et des Palestiniens et du monde arabe, dans l'espoir d'empêcher sa publication ?

Peut-être a-t-il été espéré que la fuite, et la réaction qu'elle suscite, obligerait l'équipe de Trump pour le Moyen-Orient à reporter à nouveau la publication du plan, voire à en empêcher complètement la publication.

Néanmoins, que l'« accord du siècle » soit ou non dévoilé prochainement, le document divulgué - s'il est authentique - donne un aperçu plausible de la pensée de l'administration Trump.

Étant donné que l'équipe de Trump pour le Moyen-Orient semble avoir commencé à appliquer le plan au cours des

dix-huit derniers mois, même si ce dernier n'a pas été publié - du déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem à la reconnaissance de l'annexion illégale par Israël du plateau syrien du Golan - cette fuite permet de faire la lumière sur comment [la « résolution » américano-israélienne](#) du conflit israélo-palestinien est susceptible de se dérouler.

Annexion de la Cisjordanie

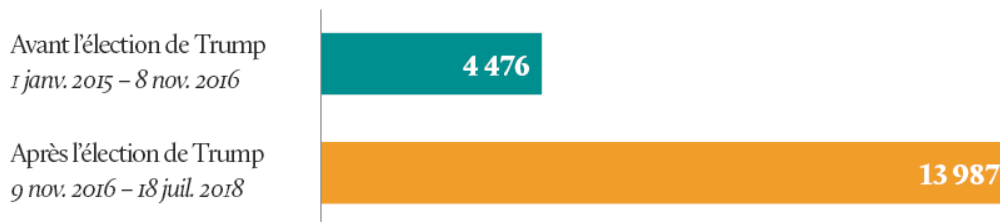
L'entité palestinienne proposée serait nommée « Nouvelle Palestine », ce qui constituerait probablement une page du manuel de stratégie de Tony Blair, ancien Premier ministre britannique, devenu ambassadeur de la communauté internationale au Moyen-Orient de 2007 à 2015.

Dans les années 1990, Blair a dissocié son propre parti politique, le parti travailliste, de son héritage socialiste, puis a rebaptisé le parti favorable aux entreprises qui en a résulté - pâle copie de ce qu'il était - « New Labour ».

Colonies cisjordaniennes

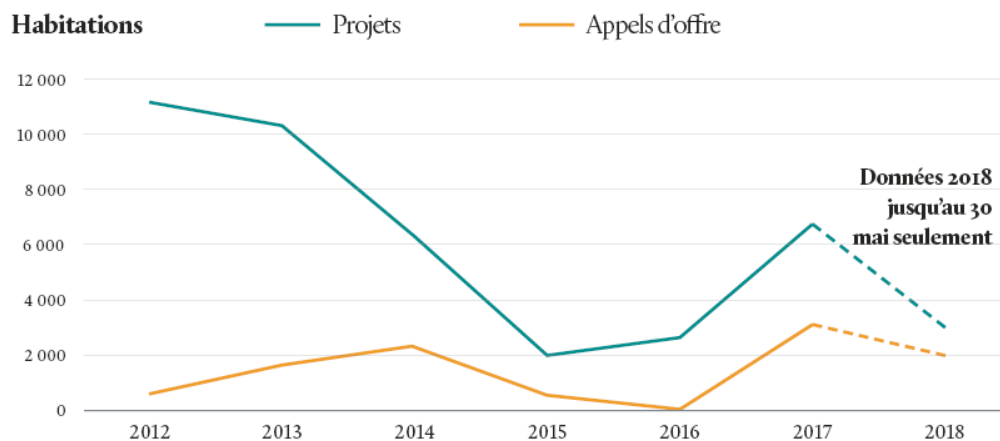
L'avant et l'après Trump

Les projets et appels d'offre pour des habitations dans les colonies de Cisjordanie ont augmenté depuis l'élection de Donald Trump, le 8 novembre 2016



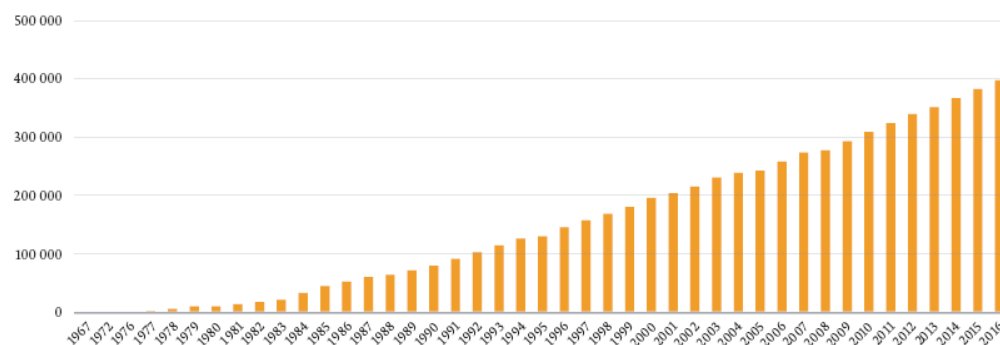
Cisjordanie : augmentation des projets et appels d'offres

Les projets et appels d'offre ont augmenté depuis 2016 : les chiffres pour 2018 ne couvrent que les cinq premiers mois de l'année



La population des colonies augmente

Le nombre de colons a augmenté depuis la création des cinq premières colonies, accueillant 250 colons, en 1968. La population de colons dépasse aujourd'hui les 400 000 personnes



Source : Settlement Watch/Peace Now, Bureau central israélien de statistique



middleeasteye.net

Le nom de « Nouvelle Palestine » masque utilement le fait que cette entité démilitarisée serait dépourvue des

caractéristiques et des pouvoirs normalement associés à un État. Selon les révélations, la Nouvelle Palestine n'existerait que sur une infime fraction de la Palestine historique.

Toutes les colonies de peuplement illégales en Cisjordanie seraient annexées à Israël, ce qui serait conforme à l'[engagement](#) pris par Netanyahu peu de temps avant les élections législatives du mois dernier. Si le territoire annexé comprend la plus grande partie de la zone C, les 62 % de la Cisjordanie sur laquelle Israël s'est vu accorder un contrôle temporaire en vertu des accords d'Oslo et que la droite israélienne souhaite annexer avec insistance, il resterait à la Nouvelle Palestine le contrôle de 12 % de la Palestine historique.

Autrement dit, l'administration Trump semble prête à donner sa bénédiction à un Grand Israël comprenant 88 % des terres volées aux Palestiniens au cours des sept dernières décennies.

« Nouvelle Palestine »

Mais c'est bien pire que ça. La Nouvelle Palestine existerait sous la forme d'une série de cantons distincts, ou bantoustans, entourés d'un océan de colonies israéliennes - désormais désignées comme faisant partie d'Israël. L'entité serait hachée et coupée en morceaux comme aucun autre État du monde.

La Nouvelle Palestine n'aurait pas d'armée, mais seulement une force de police avec des armes légères. Elle ne pourrait agir que comme une série de municipalités déconnectées.

En fait, il est difficile d'imaginer comment la « Nouvelle Palestine » changerait fondamentalement la triste réalité actuelle des Palestiniens. Ils ne pourraient se déplacer entre ces cantons que par de longs détours, des routes de contournement et des tunnels. [Un peu comme maintenant.](#)

Municipalités glorifiées

Le seul avantage proposé dans le supposé document est un projet de pot-de-vin émanant des États-Unis, de l'Europe et d'autres États développés, bien que financé principalement par les riches États pétroliers du Golfe, afin de soulager leur conscience pour avoir spolié les Palestiniens de leurs terres et de leur souveraineté.



Un jeune Palestinien arrêté par la police israélienne à Qabatiya, le 4 février 2016 (AFP)

Ces États fourniront 30 milliards de dollars (26 milliards d'euros) sur cinq ans pour aider la Nouvelle Palestine à mettre en place et à gérer ses municipalités glorifiées. Si cela vous semble une grosse somme d'argent, rappelez-vous que cela représente [huit milliards de dollars de moins](#) que l'aide que les États-Unis accordent depuis une décennie à Israël pour acheter des armes et des avions de combat.

Ce qui arrivera à la Nouvelle Palestine après cette période de cinq ans n'apparaît pas clairement dans le document. Mais étant donné que les 12 % de la Palestine historique attribuée aux Palestiniens constituent le territoire le plus pauvre en ressources de la région - privé par Israël de sources d'eau, de cohérence économique et de ressources clés exploitables telles que les carrières de Cisjordanie - il est difficile de ne pas voir le naufrage annoncé de l'entité après l'affaiblissement de [l'afflux initial d'argent](#).

Même si la communauté internationale acceptait de dégager plus d'argent, la Nouvelle Palestine serait entièrement dépendante de l'aide à perpétuité.

Les États-Unis et d'autres pays seraient en mesure d'ouvrir ou fermer le robinet selon le « [bon comportement](#) » des Palestiniens - comme cela se produit actuellement. Les Palestiniens vivraient de manière permanente dans la crainte des répercussions des critiques des gardiens de leur prison.

Fidèle à son vœu de faire payer le Mexique pour que le mur soit construit le long de la frontière sud des États-Unis, Trump voudrait apparemment que l'entité palestinienne paye Israël pour lui fournir une sécurité militaire. En d'autres termes, une grande partie de cette aide de 30 milliards de dollars aux Palestiniens se retrouverait probablement dans les poches de l'armée israélienne.

Il est intéressant de noter que le prétendu reportage affirme que ce sont les États producteurs de pétrole, et non les Palestiniens, qui seraient les « principaux bénéficiaires » de l'accord. Cela indique comment l'accord de Trump est

vendu aux États du Golfe : c'est une occasion pour eux d'adhérer pleinement à Israël, à sa technologie et à ses prouesses militaires, afin que le Moyen-Orient puisse suivre les traces des « tigres économiques » d'Asie.

Nettoyage ethnique à Jérusalem

Jérusalem est décrite comme une « capitale partagée », mais les petits caractères disent tout autre chose. Jérusalem ne serait pas divisée, avec d'un côté l'est palestinien et de l'autre, l'ouest israélien, comme la plupart l'avaient prévu. Au lieu de cela, la ville serait dirigée par une municipalité unifiée sous contrôle israélien. [Exactement comme aujourd'hui](#).

La seule concession significative aux Palestiniens serait que les Israéliens ne seront pas autorisés à acheter des maisons palestiniennes, empêchant - du moins en théorie - une prise de contrôle plus poussée de Jérusalem-Est par des colons juifs.

Mais étant donné qu'en retour, les Palestiniens ne seraient pas autorisés à acheter des maisons israéliennes et que la population palestinienne à Jérusalem-Est souffre déjà de graves pénuries de logements et qu'une municipalité israélienne aurait le pouvoir de décider où les maisons sont construites et pour qui, il est facile d'imaginer que la situation actuelle - Israël [se servant du contrôle de l'aménagement du territoire](#) pour chasser les Palestiniens de Jérusalem - perdurerait tout simplement.



Une vue du dôme du rocher, complexe de la mosquée al-Aqsa (AFP)

De plus, étant donné que les Palestiniens à Jérusalem seraient des citoyens de la Nouvelle Palestine, et non d'Israël, ceux qui seraient incapables de s'installer dans une Jérusalem sous domination israélienne n'auraient d'autre choix que d'émigrer en Cisjordanie. Ce serait exactement la même forme de [nettoyage ethnique bureaucratique](#) que les Palestiniens de Jérusalem expérimentent actuellement.

Gaza ouverte vers le Sinaï

Faisant écho aux récents commentaires de Jared Kushner, gendre de Trump et conseiller pour le Moyen-Orient, les avantages du plan pour les Palestiniens sont tous liés aux [dividendes économiques potentiels](#) et non politiques.

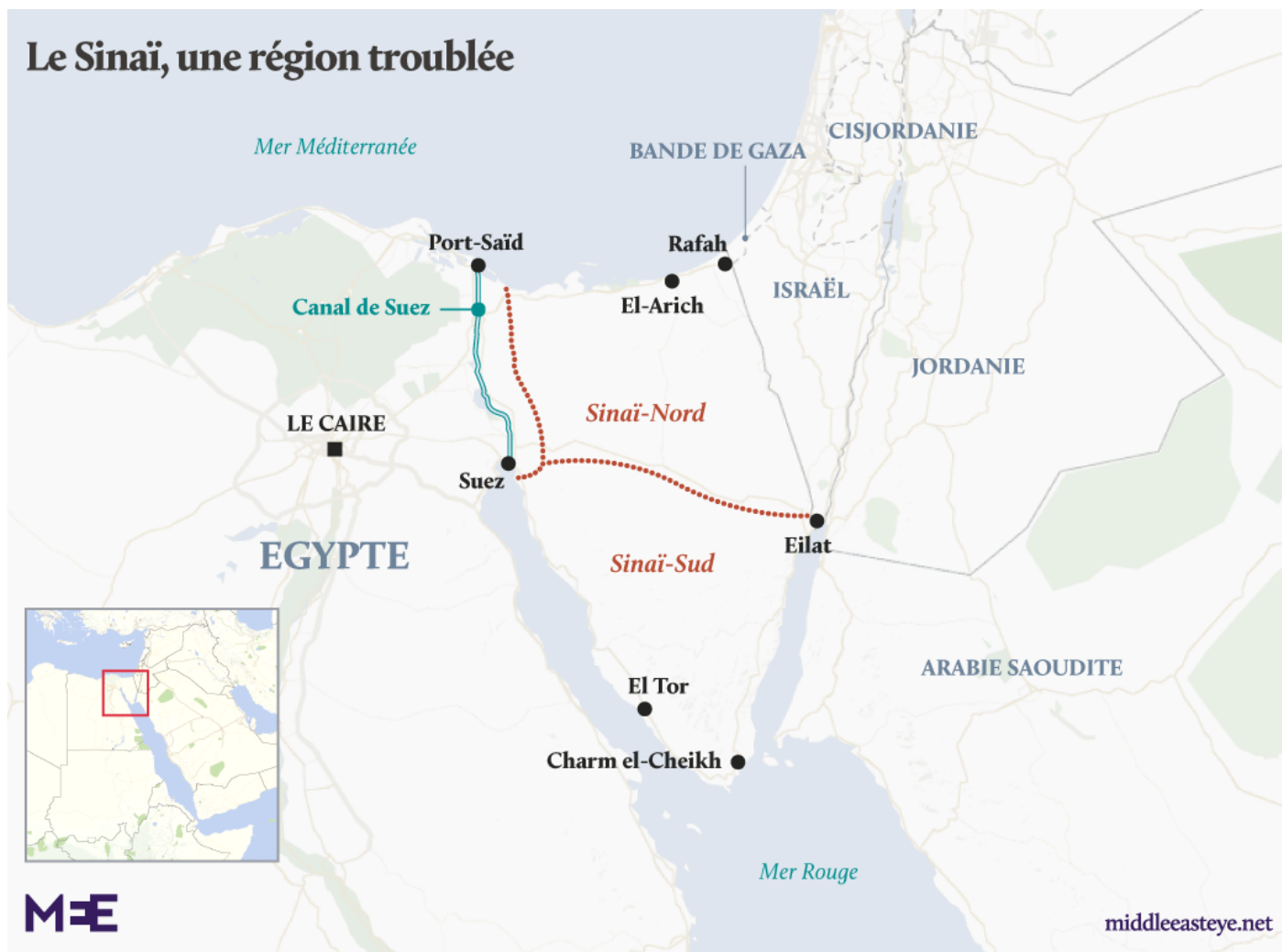
Les Palestiniens seront autorisés à travailler en Israël, comme c'était la norme avant Oslo, et vraisemblablement, comme auparavant, uniquement dans les [emplois les moins bien rémunérés](#) et les plus précaires, sur les chantiers de construction et sur les terres agricoles.

Un corridor terrestre, sans doute surveillé par des contractuels militaires israéliens que les Palestiniens devront payer, est censé relier Gaza à la Cisjordanie. Confirmant les informations antérieures concernant les projets de l'administration Trump, [Gaza serait ouverte au monde](#), et une zone industrielle et un aéroport seraient créés sur le territoire voisin du Sinaï.

Cette terre - son étendue à déterminer dans les négociations - serait louée à l'Égypte.

Comme le soulignait précédemment Middle East Eye, une telle décision risquerait d'encourager progressivement les Palestiniens à considérer progressivement le Sinaï comme le [centre de leur vie](#) plutôt que Gaza, un autre moyen de

procéder à un nettoyage ethnique progressif.



Entre-temps, la Cisjordanie serait reliée à la Jordanie par deux points de passage frontaliers - probablement via des corridors terrestres traversant la vallée du Jourdain, qui doit elle-même être annexée à Israël. De nouveau, avec les Palestiniens enfermés dans des cantons déconnectés entourés par le territoire israélien, il faut supposer qu'avec le temps, beaucoup chercheraient une nouvelle vie en Jordanie.

Les prisonniers politiques palestiniens seraient libérés des prisons israéliennes sous l'autorité de la Nouvelle Palestine pendant trois ans. Cependant, le plan ne dit rien sur le droit de retour pour des millions de réfugiés palestiniens - les descendants de ceux qui ont été chassés de chez eux lors des guerres de 1948 et de 1967.

Arme sur la tempe

À la manière de Don Corleone, l'administration Trump semble prête à placer une arme sur la tempe des dirigeants palestiniens pour les forcer à signer l'accord.

Les États-Unis, selon le rapport divulgué, interdiraient tous les transferts d'argent aux Palestiniens faisant dissidence, dans le but de les forcer à se soumettre.

Ce supposé plan exigerait que le Hamas et le Jihad islamique se désarment en remettant leurs armes à l'Égypte. S'ils rejettent l'accord, le rapport indique que les États-Unis autoriseraient Israël à « porter atteinte » aux dirigeants - par le biais d'assassinats extrajudiciaires qui constituent [depuis longtemps le pilier de la politique israélienne](#) à l'égard des deux groupes.



Des manifestants pro-palestiniens défilent dans une rue du centre de Londres, en 2017 (MEE/Areeb Ullah)

Ce qui est moins crédible, c'est que le prétendu document suggère que la Maison-Blanche est prête à faire preuve de fermeté vis-à-vis d'Israël aussi, en coupant l'aide américaine si Israël ne respecte pas les termes de l'accord.

Étant donné qu'Israël a régulièrement enfreint les accords d'Oslo - et le droit international - [sans souffrir](#) de sanction sérieuse, il est facile d'imaginer qu'en pratique, les États-Unis trouveraient des solutions pour éviter qu'Israël pâtisse de toute violation de l'accord.

Imprimatur américain

Le document supposé présente toutes les caractéristiques du plan Trump, ou du moins d'une version récente, car il décrit noir sur blanc la réalité qu'Israël a créée pour les Palestiniens au cours des deux dernières décennies.

Cela donne simplement à Israël l'imprimatur officiel des États-Unis pour le vol massif de terres et la cantonisation des Palestiniens.

Donc, s'il offre à la droite israélienne la majeure partie de ce qu'il veut, quel intérêt Israel Hayom - le porte-parole de Netanyahu - a-t-il à compromettre son succès en le divulguant ?

Quelques raisons pourraient l'expliquer.

Israël atteint déjà tous ces objectifs - voler des terres, annexer les colonies de peuplement, consolider son contrôle exclusif sur Jérusalem, faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils quittent leurs terres et partent dans les États voisins - sans annoncer officiellement qu'il s'agit de son plan.

Il a réalisé de grands progrès dans tous ses objectifs sans avoir à admettre publiquement que la création d'un État pour les Palestiniens est une illusion. Pour Netanyahu, la question doit être de savoir pourquoi rendre publique la vision globale d'Israël quand elle peut être réalisée en cachette.

Crainte du retour de bâton

Mais pire encore pour Israël, une fois que les Palestiniens et le monde qui observe comprendront que l'actuelle réalité catastrophique pour les Palestiniens ne s'améliorera pas, il y aura probablement un retour de bâton.

L'Autorité palestinienne pourrait s'effondrer, la population palestinienne déclencherait un nouveau soulèvement, la soi-disant « opinion publique arabe » accepterait peut-être moins ce plan que ses dirigeants ou Trump ne le souhaiterait, et les activistes solidaires en Occident, notamment le mouvement de boycott, bénéficieraient d'un énorme coup de pouce pour leur cause.

De même, il serait impossible pour les défenseurs d'Israël de continuer à nier qu'Israël exécute ce que l'universitaire israélien Baruch Kimmerling avait qualifié de « politicide » : la destruction de l'avenir des Palestiniens, de leur droit à l'autodétermination et de leur intégrité en tant que peuple unique.

Si c'est là la version de la paix au Moyen-Orient proposée par Trump, il joue à la roulette russe - et Netanyahu hésitera peut-être à le laisser appuyer sur la gâchette.

► **Jonathan Cook** est un journaliste britannique basé à Nazareth depuis 2001. Il a écrit trois ouvrages sur le conflit israélo-palestinien. Il a remporté le prix spécial de journalisme Martha Gellhorn. Son site Web et son blog sont disponibles à l'adresse : www.jonathan-cook.net

Traduit de l'anglais ([original](#)) par VECTranslation.